Zeitschrift: Bulletin / Vereinigung Schweizerischer Hochschuldozenten = Association Suisse des Professeurs d'Université

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Hochschuldozenten

Band: 7 (1981)

Heft: 1

Artikel: Les Universités en quête d'un nouveau palier d'équilibre

Autor: Gaudard, Gaston

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-894347

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les Universités en quête d'un nouveau palier d'équilibre

Le débat - excellement ouvert par MM. Rivier, Tamm et Waser et auquel le Comité de l'Association des professeurs d'Université me demande aujourd'hui de m'associer - dépasse largement le problème de la relation entre le nombre des étudiants de nos Hautes Ecoles et la qualité du service universitaire suisse. Il s'inscrit dans le cadre d'une vaste transformation que l'Université vit, à la fin de notre vingtième siècle, sous la pression de facteurs multiples. Il participe à cette juste préoccupation que nos Hautes Ecoles parviennent, dans les meilleures conditions, à un nouveau palier d'équilibre. Il a le mérite de soulever la question de la démarche la plus appropriée pour déboucher sur une solution nécessaire.

1) La transformation des universités

Depuis leur origine, les universités ont assumé deux responsabilités principales: la transmission et l'approfondissement du savoir. Ces tâches demeurent fondamentales en 1981, mais elles se placent dans un contexte qui a rapidement changé. En conséquence, les Hautes Ecoles sont contraintes de revoir la manière de remplir leurs fonctions, ce qui requiert souvent une modification des moyens utilisés.

La transmission du savoir, c'est-à-dire l'enseignement, rencontre son changement le plus facilement mesurable dans l'accroissement des effectifs. Il y a actuellement 60'000 étudiants dans les dix Hautes Ecoles suisses contre quelque 20'000 seulement en 1960. Pourtant, aussi spectaculaire qu'elle soit, cette variable quantitative a évolué simultanément à d'autres facteurs qualitatifs non moins essentiels. En amont, les types de maturité, voire les

formations extra-gymnasiales, se sont multipliés et leurs contenus respectifs ont perdu en stabilité; l'origine sociale des étudiants s'est diversifiée. La "base" à disposition, sur laquelle répandre les connaissances universitaires, s'en trouve non pas forcément diminuée mais sûrement beaucoup moins égale, ce qui constitue - en dépit d'un certain enrichissement propre à la variété des groupes - un indéniable élément de complication. En aval, les débouchés se sont fortement spécialisés. Une demande s'est affirmée pour des domaines toujours plus étroits, ce qui a d'ailleurs pu aller de pair avec l'éclatement des disciplines et l'intensification des options. Par dessus tout cela, les progrès considérables des médias ont apporté un degré de disponibilité et de simultanéité élevé de l'information: sur ces connaissances largement diffusées, l'enseignement universitaire est conduit à devenir tout à la fois beaucoup plus fouillé et plus critique. A nos Hautes Ecoles, des exigences nouvelles sont ainsi posées de tous côtés.

L'approfondissement du savoir, c'est-à-dire la recherche, est certes d'abord exposé à un risque d'opportunité: dans le partage du financement disponible, les besoins de l'enseignement se manifestent avec un caractère plus impérieusement à court terme; la recherche, dont la nécessité est incontestablement aussi pressante mais dont les fruits sont à plus longue échéance, est menacée par la relative facilité d'une politique à courte vue. En outre, au-delà de ce côté plus directement matériel, l'approfondissement du savoir peut paradoxalement être mis en difficulté par les succès nombreux qui y ont été obtenus. C'est une banalité que de répéter que chaque réussite dans le secteur de la recherche ouvre la voie à un champ encore plus vaste à explorer. Il en découle d'une part une multiplication des investigations à entreprendre, qui pose le redoutable problème du choix des priorités. D'autre part, l'émiettement des directions de recherche comporte le danger

d'une certaine désintégration de la science, à un moment où des approches globales s'imposent précisément pour résoudre un certain nombre de défis concrets de nos sociétés. L'avenir des nations dépend donc des investissements qu'elles auront la sagesse de consentir en faveur de l'approfondissement du savoir, mais l'affectation et la coordination efficaces de ces dépenses - dont une bonne partie doivent intervenir dans les universités - sont plus délicates aujourd'hui que jadis.

2) La nature du nouvel équilibre

A l'évidence, les universités deviennent autres, parce que le monde dans lequel elles s'insèrent - du reste toujours plus étroitement - est différent. Mais, autres ne doit absolument pas signifier moindres. Ce serait, par exemple, une lamentable faillite si ces lieux privilégiés d'échange des idées et de réflexion que sont les Hautes Ecoles succombaient sous le poids d'un conformisme idéologique du moment, plus préoccupé de répéter des slogans que de rechercher la vérité. On insistera jamais assez à ce propos sur des valeurs telles que la vérification scientifique des sources utilisées, l'objectivité dans l'exposé des arguments, le respect des personnes et de l'opinion d'autrui. Ce sont là les données constantes d'un milieu universitaire digne de ce nom. Autour d'elles, beaucoup de transformations peuvent intervenir, mais, elles, elles sont appelées à demeurer. Dans leur transition vers un palier d'équilibre nouveau, les Hautes Ecoles, par leur pondération dans une évolution nécessaire et par le sérieux de leur travail, sont responsables de leur crédibilité auprès des masses. En contrepartie, leur autonomie de jugement scientifique doit rester entière.

Les modifications dans la transmission et dans l'approfondissement du savoir présentent des côtés humains, matériels et organisationnels:

- la nouvelle université est celle des contacts humains renforcés. Le groupe des enseignés est plus petit qu'autrefois et l'enseignant isolé s'est vu entouré de collaborateurs scientifiques. La leçon magistrale reste, bien sûr, indispensable, car il serait futile de prétendre débattre de problèmes qui n'ont pas été préalablement exposés. Cependant, elle n'est de loin plus le véhicule unique: les travaux en groupe, les colloques et les recherches personnelles dirigées sont appelés à tenir un rôle non négligeable. Ce caractère plus social se retrouve dans la recherche, où - à cause des techniques actuelles - l'équipe s'est déjà souvent substituée au chercheur solitaire. Evidemment, ce nouveau type de rapports entraîne une augmentation du "personnel" universitaire et l'accroissement simultané du nombre des étudiants agit comme un élément de potentialisation de cette exigence;
- la Haute Ecole 1981 est plus technique que sa devancière. L'investissement par place d'étudiant a progressé fortement. Qui plus est, le phénomène ne s'est pas limité aux disciplines des sciences naturelles. L'analyse quantitative connaît par exemple aussi de larges applications en sciences morales et différents éléments de "mécanisation" (micro-films, etc.) sont maintenant d'un usage courant même en théologie;
- le monde universitaire moderne est enfin celui où l'organisation est appelée à devenir systématique. L'expansion d'un nombre d'options d'études beaucoup plus grand et qui impliquent des combinaisons de programmes extrêmement variées contraint à une planification rationnelle des cours et exercices, si l'on veut garantir que chaque filière soit vraiment praticable. Quant à la recherche, la multiplication des groupes investigant des champs voisins entraîne des risques de duplication, que la modicité des ressources disponibles demande absolument d'écarter. Le caractère très onéreux de certaines installations requiert aussi leur emploi optimal, eu égard aux besoins combinés des différents utilisateurs.

3) Démarche et solutions

Les universités sont véritablement devenues, à la fin du vingtième siècle, des services supérieurs indispensables à la vie et au développement de nos sociétés. "La base économique des régions urbaines industrielles - écrit W. Thompson - est la créativité de leurs universités disposant de programmes bien développés de science fondamentale et de formation supérieure permanente"[1]. Cependant, ces Hautes Ecoles - même si, en Suisse, leur taux de scolarisation reste inférieur à celui que connaissent des pays européens comparables - coûtent cher. En outre, cette hausse normale des dépenses universitaires intervient à l'heure où d'autres postes des dépenses publiques sont en expansion nécessaire et où le ralentissement économique affecte défavorablement les ressources des collectivités étatiques. C'est ce qui conduit à dire que plusieurs sortes d'équilibres judicieux sont à trouver. D'abord, il faut - dans l'intérêt même de l'avenir du pays - que les Hautes Ecoles obtiennent une part suffisante dans les budgets publics. Ensuite, il est nécessaire que, dans une perspective suffisamment longue, le partage des fonds attribués aux universités s'effectue raisonnablement entre l'enseignement et la recherche. Enfin, à l'intérieur de chacune de ces fonctions, un double effort est à entreprendre dans le sens que l'adaptation aux conditions nouvelles - ce qui est généralement coûteux - et dans la direction d'une gestion particulièrement attentive - ce qui peut être source d'appréciables économies.- Certes, cette imbrication des niveaux d'équilibres est plus aisée à décrire qu'à réaliser. Néanmois, toute difficile qu'elle

---

1) cf. Jean-Claude Perrin, "Le développement régional", Paris, 1974, p. 34

soit, sa mise en place s'impose. Bien sûr, il serait alors un peu simpliste de penser qu'on sera en mesure d'atteindre un nouveau palier <u>définitif</u> d'équilibre pour les universités suisses. En fait, tout le problème se situe dans un système en constante mouvance. Dès lors, ce qui sera approprié à une période pourra devenir rapidement disproportionné quelques années plus tard. Finalement, le nouvel équilibre des Hautes Ecoles suisses est appelé à être en continuelle amélioration, parce qu'il se situe dans une société qui est elle-même toujours en évolution. Ce n'est sûrement pas dans la recherche pure seulement que la méthode du feed-back est indiquée. Liée au contrôle de gestion, elle est de nature à rendre de réels services pour la conduite du monde universitaire suisse.

Mais, par-delà toutes ces questions, un dernier équilibre essentiel reste à préciser. C'est celui du partage des compétences entre l'Etat et l'Université. Le premier a la charge financière des établissements supérieurs et l'on comprend qu'il en résulte pour lui une obligation de contrôle de l'emploi efficace des fonds. La seconde dispose d'un pouvoir moins monnayable, mais est essentiel pour l'avenir de la connaissance: il s'agit de la science. Ces deux éléments suffisent à déterminer des principes: à l'Etat, il revient de fixer le cadre financier global des Hautes Ecoles et d'empêcher le gaspillage des ressources; à l'Université, il appartient d'être à l'origine des choix scientifiques et de porter le souci de la qualité de l'enseignement et de la recherche. En Suisse, les choses sont pourtant encore compliquées par la structure fédérale du pays, qui débouche sur deux degrés de financement public des Hautes Ecoles cantonales auxquels s'ajoute la redistribution liée à l'aide des cantons non universitaires. En outre, la force financière très inégale des cantons universitaires eux-mêmes risque de soulever des difficultés

croissantes. Ce n'est donc certainement pas une figure de style ni la manie du cas particulier qui permettent d'affirmer que, dans la Confédération, la quête d'un nouveau palier d'équilibre pour les universités est un problème singulièrement délicat.

En plus d'un fond commun, chacune des universités suisses a sa spécificité et les dix Hautes Ecoles helvétiques représentent dès lors un ensemble aux talents multiples. C'est le succès du cheminement futur de ce patrimoine qu'il s'agit d'assurer, avec sa tradition de qualité et selon les nécessités des temps nouveaux. Pour cela, les pouvoirs publics et les universitaires n'auront pas trop de leurs forces conjuguées. Parce qu'il faut que survivent chez nous des universités au vrai sens du terme, ils sont condamnés à réussir.

Gaston Gaudard, ancien Recteur
de l'Université de Fribourg